

## Sortir du paradoxe

■ En 1997, les experts restaient encore prudents, à la fois sur la connaissance de l'évolution de la température moyenne de la planète au cours des dernières décennies, mais aussi sur la responsabilité des gaz à effet de serre dans cette évolution. Aujourd'hui les scientifiques sont unanimes à prédire un réchauffement de la planète de 1 à 3 degrés pour un doublement de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Unanimes aussi pour considérer que le début de réchauffement de la planète, confirmé depuis le début du siècle et accéléré ces 10 dernières années, est bien compatible avec la prévision de leurs modèles et bien difficile à expliquer autrement qu'en en donnant la responsabilité aux émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, la description des conséquences sur les économies du réchauffement commence à se préciser et met en relief la très grande inégalité des pays les plus pauvres devant les risques encourus

En 1997, la préoccupation du réchauffement du climat restait encore confinée aux scientifiques, aux grandes ONG d'environnement et aux pouvoirs publics. Quatre ans plus tard, la situation a bien changé. Le travail d'information des ONG et des médias, et peut être surtout l'augmentation de fréquence des événements météorologiques extrêmes (inondations, tempêtes sévères, sécheresses) au cours des dernières années, largement attribués (à tort ou à raison) au renforcement des émissions, ont brutalement rendu sensible aux opinions publiques la question du réchauffement climatique - même si ces opinions publiques ont encore quelque mal à faire le lien entre le réchauffement, les catastrophes et les activités humaines qui en seraient responsables.

Face à ces nouvelles réalités, force est de constater que l'action publique reste entre deux rives. Si le discours de politique s'est enrichi d'un vocabulaire nouveau, à base de gaz carbonique, de principe de précaution, de permis négociables, etc. qui alimente les controverses politiques, en tout cas dans la plupart des pays occidentaux, les tentatives d'action restent balbutiantes, remises en cause à la moindre occasion, et par le moindre lobby, toujours reportées derrière d'autres priorités de court terme.

Il suffit pour s'en convaincre de voir la progression des émissions de la plupart des pays occidentaux depuis 1990 : + 26% pour la Nouvelle Zélande, + 20 % pour l'Aus-

tralie + 12 % pour l'Amérique du Nord + 7,6 % pour le Japon, + 2,2 % pour l'Europe, alors qu'il s'étaient tous engagés à Rio à stabiliser leurs émissions en 2000 au niveau de 1990. Tout se passe comme si chacun comptait sur les économies d'émission (de 33 %) qu'à entraîné l'effondrement des économies en transition au cours de la dernière décennie pour respecter les engagements qu'il n'a pas tenus !

En France même, les principales mesures du Plan national de lutte contre le changement climatique décidé en janvier 2000, sont remises en cause à chaque occasion, depuis l'abandon de la vignette automobile pour alimenter la baisse des impôts sur les ménages, à la remise en cause de l'écotaxe pour l'industrie en passant par celui de l'augmentation de la TIPP sous la pression des transporteurs et des automobilistes .

Cette impression d'immobilisme, voire de recul, est bien évidemment renforcée aux yeux de l'opinion par l'échec de l'étape de négociation que représentait la Haye.

On est donc devant un vrai paradoxe : un cri d'avertissement de plus en plus net des scientifiques, une connaissance de plus en plus précise des moyens de prévention à mettre en œuvre, une alerte, sinon une prise de conscience des opinions publiques occidentales et en même temps une impression de recul de la volonté publique, aussi bien au niveau national qu'au niveau international, comme si la connaissance paralysait l'action au lieu de la nourrir !

Il n'est que temps d'inverser la vapeur. Pendant qu'on ne fait rien les gaz à effet de serre s'accumulent à grande allure. Chaque attermoisement rend l'action de prévention future plus difficile, son résultat plus incertain, et les conséquences du réchauffement plus lourdes, en particulier pour les pays les plus pauvres. Il n'est que temps de dépasser les contradictions de court terme au niveau international pour conclure très vite l'après la Haye, dans une prise en compte dynamique positive et solidaire des exigences du long terme. Il est tout aussi important, pour nous citoyens, de faire en sorte qu'en France même, à chaque niveau de décision public, il se passe enfin quelque chose de significatif, de visible et de durable.

**Benjamin Dessus**  
**Global Chance**